



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Annonce publique de la séance :
le 2 mars 2017

Convocation des conseillers :
le 2 mars 2017

Délibération du Conseil Communal de la ville d'Esch-sur-Alzette

Séance du 10 mars 2017

Présents : Vera Spautz, Bourgmestre, Martin Kox, Jean Tonnar, Henri Hinterscheid, Daniel Codello, Echevins, Francis Maroldt, Andre Zwally, Taina Bofferding, Mike Hansen, Zénon Bernard, Astrid Freis, Georges Mischo, Laurent Biltgen, Guy Kersch, Luc Majerus, Christian Weis, René Penning, Conseillers, Laetitia La Vecchia, Juriste
Excusés : Pierre-Marc Knaff, Paul Weidig, Conseillers, Jean-Paul Espen, Secrétaire général

Le Conseil Communal;

Objet : 4.3. Création d'une Fondation ; décision

Vu le projet de constitution d'une fondation Musée National de la Résistance;
Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi,

d é c i d e à l'unanimité

d'approuver le projet de constitution d'une fondation établi par Maître Blanche Moutrier, sous réserve d'approbation des statuts par le Ministère de la Justice, et comportant les termes suivants :

«Chapitre I er. Dénomination

Art. 1er.

La Fondation prend la dénomination « Fondation Musée national de la Résistance » ci-après la « Fondation ».

Chapitre II. Objet - Siège - Durée

Art. 2.

La Fondation a pour objet :

1) de gérer le Musée national de la Résistance, situé Place de la Résistance à Esch-sur-Alzette ;2) d'entretenir la mémoire de la 2e Guerre mondiale ; 3) d'en transmettre les leçons aux générations présentes et futures ;4) d'établir à cette fin un programme d'expositions et d'activités pour l'éducation à la citoyenneté dans le respect des valeurs fondamentales d'une société démocratique ;5) de favoriser le travail autour des droits de l'Homme.

Art. 3.

Le siège de la Fondation est établi à Esch-sur-Alzette.

Art. 4.

La Fondation est établie pour une durée illimitée.

Chapitre III. Patrimoine et revenus

Art. 5.

5.1 Le fondateur sub. 1) apportera à la Fondation la somme de deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,-) (ci-après «la Dotation») en vertu d'une résolution prise par le Conseil d'administration en date du *** 2016. L'extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration, signé ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

La Fondation pourra disposer de la Dotation en conformité avec ses statuts dès que l'arrêté grand-ducal d'approbation des présentes aura été pris.

Le fondateur sub. 2) apportera la somme de quatre millions deux cent vingt-sept mille quatre cent dix-neuf virgule soixante-et-un euros (EUR 4.227.419,61) sous forme d'investissements dans l'agrandissement et le renouvellement des bâtiments du musée.

Le fondateur sub. 3) mettra à disposition du musée, le bâtiment du Musée national de la Résistance, inscrit au cadastre de la ville d'Esch/Alzette, section A Esch/Nord, 1417/13940, d'une surface de 9a53ca ainsi que l'immeuble et son annexe section A Esch/Nord, 1418/8511 par voie d'un bail emphytéotique d'une durée de 99 ans. De plus le fondateur sub. 3) apportera la somme d'un million deux cent vingt-sept mille quatre cent dix-neuf virgule soixante-et-un euros (EUR 1.227.419,61) sous forme d'investissements dans l'agrandissement et le renouvellement des bâtiments du musée.

5.2 Par ailleurs, les fondateurs sub 2) et sub 3) s'engagent pour l'avenir à subvenir aux charges de fonctionnement du musée selon des modalités à déterminer par voie de convention à conclure avec la Fondation.

Art. 6.

Les revenus de la Fondation sont constitués par:

- les revenus de la Dotation,- les contributions des membres fondateurs conformément à l'article 5.2,- les autres subsides et subventions, ou encore les dons et legs qu'elle pourra recevoir dans les conditions prévues par l'article 36 de la loi sur les associations et les fondations sans but lucratif ainsi que les revenus généralement quelconques provenant de son patrimoine.

Not matched La Fondation ne pourra vendre ou mettre en location les immeubles ou une partie des immeubles qu'elle détient ou pourra détenir, sans l'accord préalable de la Ville d'Esch-sur-Alzette et de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

Chapitre IV. Administration

Art. 7.

Composition du Conseil d'administration
L'administration de la Fondation est confiée à un Conseil d'administration composé de neuf (9) membres au plus, dénommés ci-après les "administrateurs".

Le nombre d'administrateurs ne peut être modifié que par voie de modification des statuts suivant les dispositions de l'article 20 des présents.

Le Conseil d'administration choisira en son sein:

- un président- un vice-président

Les postes d'administrateurs se répartissent entre les groupes d'administrateurs suivants :

Deux (2) administrateurs avec voix délibérative sont désignés par le Ministère de la Culture.

Deux (2) administrateurs avec voix délibérative sont désignés par le Collège Echevinal de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Lesdits administrateurs devront obligatoirement être des représentants ou des fonctionnaires de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Deux (2) administrateurs avec voix délibérative sont désignés par l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte;

Un (1) administrateur avec voix délibérative est désigné par le Comité pour la Mémoire de la 2ème Guerre Mondiale;

Deux (2) administrateurs avec voix délibérative sont cooptés par le Conseil d'administration.

Ces membres devront justifier des qualifications nécessaires à la bonne réalisation de l'objet social de la Fondation.

Le directeur participera aux réunions du Conseil d'administration, avec voix consultative, sauf si le Conseil d'administration en décide autrement.

Le Conseil d'administration a encore la faculté de recourir à l'avis d'experts s'il le juge nécessaire. Les experts peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration, si celui-ci le leur demande.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, le remplaçant est désigné par le même groupe ayant désigné son prédécesseur suivant les dispositions de cet article.

Le Conseil d'administration ratifie cette désignation lors de sa prochaine assemblée.

La décision de révocation d'un ou de plusieurs administrateurs appartient au Conseil d'administration.

La durée du mandat des administrateurs est de six ans à partir du 1er janvier de l'année suivant celle des élections communales ordinaires.

Par exception la première période commence le jour de l'approbation des statuts par arrêté grand-ducal et prend fin le 1er janvier de l'année suivant celle des élections communales ordinaires.

Le conseil communal de la Ville d'Esch sur Alzette peut remplacer ses représentants au conseil d'administration dès l'entrée en fonction du conseil communal après les élections communales.

Les mandats des administrateurs sont renouvelables.

Les mandats des administrateurs sont honorifiques et ne donnent droit à aucune rémunération.

Toutefois, les administrateurs ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement et, le cas échéant, de séjour.

Lorsqu'il est procédé au remplacement d'un administrateur dont le mandat n'est pas expiré, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Article 8:

Réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration délibère aux conditions de quorum et de majorité telles que prévues au présent article et à l'article 9 des présents.

Les président et vice-président sont désignés pour une durée de 6 ans.

En cas de vacance de la présidence ou de la vice-présidence avant l'expiration du mandat, le remplaçant sera choisi par le Conseil d'administration au sein du même groupe des administrateurs dont le prédécesseur faisait partie.

Le remplaçant achèvera le mandat de son prédécesseur.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation écrite de son président ou, en son absence, de son vice-président, ou en son absence par l'aîné des autres administrateurs présents chaque fois que l'intérêt de la Fondation l'exige.

Il doit être convoqué par le Président sur demande écrite de trois (3) administrateurs.

Le délai de convocation est de huit (8) jours, sauf urgence.

La convocation, prenant la forme d'une lettre simple envoyée par courrier postal ou par voie électronique, précise le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion.

En tout état de cause le Conseil d'administration se réunira au moins trois (3) fois par an.

Chaque administrateur peut se faire représenter aux délibérations en donnant par écrit un pouvoir à un autre administrateur.

Cependant, un administrateur ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir, peut également être donné par télécopieur ou courrier électronique, et ne vaut que pour une réunion du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés.

Les réunions sont présidées par le président du Conseil d'administration, en son absence par le vice-président ou en son absence par l'aîné des administrateurs présents.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix, sauf lorsque les statuts en disposent autrement.

En cas d'égalité des voix, la décision est reportée à la prochaine réunion du Conseil d'administration.

En cas de nouveau partage, la voix de celui qui préside cette réunion est prépondérante.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'administration, dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Article 9 :

9.1 Majorités

Les décisions suivantes requièrent le vote affirmatif de deux tiers des administrateurs présents ou représentés :

- nomination du président et du vice-président du Conseil d'administration telle que prévue à l'article 7 des présents ;
- modification des Statuts telle que prévue à l'article 20 des présents ;
- nomination et révocation du directeur ;
- approbation des comptes annuels telle que prévue à l'article 18 des présents ;
- révocation d'un membre coopté du CA.

9.2 Unanimité

L'aliénation de biens immobiliers appartenant à la Fondation requiert l'accord unanime de tous les administrateurs.

Article 10:

Procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration seront signés par le président.

Les pouvoirs resteront annexés aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits des procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du Conseil d'administration qui peut déléguer ce pouvoir. Une copie des procès-verbaux est envoyée aux membres du Conseil d'administration.

Article 11:

Conflits d'intérêt

L'administrateur, qui a un intérêt personnel et/ou opposé à celui de la Fondation, est tenu d'en prévenir le Conseil d'administration et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance.

Il ne peut prendre part ni aux discussions ni aux votes.

Article 12:

Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes de disposition et de direction générale de la Fondation sur le plan de l'organisation et du fonctionnement ainsi que sur le plan financier :

Politique générale

• Décider des actions judiciaires et des transactions, • Traiter, transiger ou compromettre sur les intérêts de l'établissement, • Déléguer au directeur du musée, la responsabilité de la programmation et de la gestion journalière du musée, avec l'usage de la signature

afférente à cette gestion, • Contrôler l'exécution de ses délégations de pouvoir, • Trancher toute autre question dont l'intérêt fondamental et général impose une décision de sa part, • Arrêter le tableau des effectifs du personnel, • Ratifier les décisions d'embauche et de licenciement du personnel proposées par le directeur.

Politique financière

• Arrêter tous les ans le budget de fonctionnement et les paramètres clés servant de base à l'établissement du budget d'exploitation, • Approuver tous les ans les comptes annuels de l'exercice écoulé, • Décider les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles et leurs affectations, les conditions des baux, • Décider des emprunts, des hypothèques, nantissements et autres garanties et de la politique de financement en général, • Déterminer le placement des fonds disponibles et régler, le cas échéant, l'emploi du fonds de réserve, • Décider d'accepter ou de refuser des dons ou des legs, • Désigner un réviseur d'entreprises, chargé de contrôler les comptes annuels arrêtés par le Conseil d'administration.

Article 13:

Représentation de la Fondation

Le Conseil d'administration, par l'organe du président du Conseil d'administration, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le vice-président spécialement mandaté à cet effet par le Conseil d'administration, représente la Fondation dans tous les actes de la vie civile, tant judiciaire qu'extrajudiciaire.

Le président ou le vice-président spécialement mandaté sont tenus de se conformer aux délibérations du Conseil d'administration et au mandat qui leur a été conféré.

Article 14:

Délégation de pouvoirs

Le Conseil d'Administration peut également donner tout mandat pour une affaire déterminée à une ou plusieurs personnes, membre du CA ou non.

Dans les affaires liées à la gestion journalière de la Fondation, la Fondation est valablement engagée par la simple signature du directeur du musée.

Dans les autres affaires, la Fondation est valablement engagée

- par la signature conjointe du président et d'un membre du Conseil d'administration ou,
- par la signature conjointe du directeur du musée, et d'un membre du Conseil

d'administration, • par la signature individuelle de toute personne à qui un pouvoir de signature est donné par le Conseil d'administration. Les conditions et limites de la délégation de pouvoirs sont explicitement arrêtées dans la délibération du Conseil d'administration la conférant et consignées dans le procès-verbal de la séance. Le directeur, respectivement les organes précités, ne peuvent engager la Fondation que dans les conditions et limites de leurs pouvoirs ainsi arrêtées.

Not matched **Article 15: Responsabilité des administrateurs** Les membres du Conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Fondation. Ils sont responsables envers la Fondation, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

TITRE III: EXERCICE SOCIAL, COMPTES ANNUELS, REVISEUR D'ENTREPRISES, BUDGET

Article 16 : Exercice social

L'exercice social de la Fondation commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de la même année. Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Article 17 : Contrôle des comptes

Les comptes annuels de la Fondation sont contrôlés par un réviseur d'entreprises qui peut contrôler notamment, sans déplacement des livres, toutes les écritures de la Fondation, ainsi que toutes les pièces y relatives, et de se rendre compte de leur conformité aux décisions du Conseil d'administration.

Article 18 : Approbation des comptes annuels

Le Conseil d'administration, délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues aux articles 6 et 7 des statuts, approuve les comptes annuels après qu'ils ont été contrôlés et certifiés par le réviseur d'entreprises choisi selon les dispositions prévues à l'article 15 des statuts. Les comptes annuels seront communiqués au Ministre de la Justice et publiés au Mémorial endéans les deux mois de la clôture de l'exercice.

Article 19 : Approbation du budget

Le Conseil d'administration arrête les orientations budgétaires des recettes et dépenses et communique au Ministre de la Justice le budget chaque année dans les 2 mois de la clôture de l'exercice. Sur base des orientations budgétaires définies par le Conseil d'administration, le directeur établit un projet de budget. Le Conseil d'administration arrête définitivement le budget des recettes et dépenses de l'exercice social en question.

TITRE IV: MODIFICATION DES STATUTS

Article 20 : Modification des statuts

Toute modification des statuts de la Fondation est décidée par le Conseil d'administration statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues aux articles 8 et 9 des présents. Les statuts modifiés n'entreront en vigueur qu'après avoir été publiés au Mémorial conformément aux dispositions légales afférentes.

TITRE V: DISSOLUTION, LIQUIDATION

Article 21 : Dissolution, liquidation

La dissolution et la liquidation de la Fondation sont régies par les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. En cas de dissolution de la Fondation, pour quelle cause que ce soit, le Conseil d'administration nomme un ou plusieurs liquidateurs. En cas de dissolution de la Fondation, l'actif net sera affecté après apurement du passif à la Ville d'Esch-sur-Alzette à raison de son apport initial, à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg à raison de son apport initial et à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte à raison de son apport initial et pour le reste, si tant est qu'il subsiste de l'actif, à une ou plusieurs fondations, poursuivant un but identique ou semblable à celui prévu par l'article 2 des statuts, et choisies dans une liste de bénéficiaires préalablement approuvée par le Conseil d'administration, ou à défaut à une œuvre à but social et caritatif. En cas de cessation des activités muséales, les collections et la bibliothèque seront léguées à des institutions publiques du Luxembourg.

Article 22 : Loi applicable

Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts sera réglé conformément aux dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif."

en séance

date qu'en tête

Suivent les signatures

Esch-sur-Alzette, le 30/03/2018

Pour expédition conforme,

Le secrétaire général

Bourgmestre